



HAL
open science

LES VOIX DU POLITIQUE

Tarik Dahou, Vincent Foucher

► **To cite this version:**

Tarik Dahou, Vincent Foucher. LES VOIX DU POLITIQUE. Cahiers d'études africaines, 2005, le retour du politique. hal-02157955

HAL Id: hal-02157955

<https://hal.science/hal-02157955>

Submitted on 8 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES VOIX DU POLITIQUE

Tarik Dahou et Vincent Foucher

Editions de l'E.H.E.S.S. | *Cahiers d'études africaines*

2005/2 - n° 178
pages 313 à 325

ISSN 0008-0055

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-cahiers-d-etudes-africaines-2005-2-page-313.htm>

Pour citer cet article :

Dahou Tarik et Foucher Vincent, « Les voix du politique »,
Cahiers d'études africaines, 2005/2 n° 178, p. 313-325.

Distribution électronique Cairn.info pour Editions de l'E.H.E.S.S..

© Editions de l'E.H.E.S.S.. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Tarik Dahou & Vincent Foucher

Les voix du politique

En France, la situation du politique africain dans les différentes disciplines est assez contrastée : la place de l'anthropologie politique africaniste a considérablement reculé ; au même moment une politologie africaniste s'est constituée, mais elle est restée assez marginale dans le champ de la science politique ; l'histoire africaniste a, pour sa part, investi le champ du politique de manière très parcellaire. Sans doute la réduction des moyens destinés à la recherche de terrain sur le continent africain est-elle pour quelque chose dans ces difficultés. Quelle part y jouent les méthodes et paradigmes utilisés dans l'étude des phénomènes politiques africains ?

À la croisée des chemins

Les champs de l'anthropologie,
du rural africain à l'urbain occidental

Plusieurs auteurs ont déjà décrit la démission de l'anthropologie politique africaniste ou ont souligné les impasses méthodologiques qui expliquent ce recul des terrains et objets de l'anthropologie politique africaniste dans le champ général de l'anthropologie¹. Au-delà d'un rééquilibrage des terrains de la discipline, objectif comparatiste incontournable et amorcé par les anthropologues africanistes au cours des années 1980 (trajectoires d'Abélès, Althabe, et Augé), nul doute que, dans l'ensemble de la discipline, l'étude du champ politique africain est moins pratiquée et a perdu en influence.

Ainsi, en 1988, un numéro spécial de la *Revue française de science politique* publié à la suite d'un colloque sur l'anthropologie politique incluait plusieurs contributions africanistes qui portaient principalement sur l'étude des formations politiques précoloniales. Paru presque dix ans plus tard, l'ouvrage collectif d'anthropologie politique d'Abélès & Jeudy (1997) ne présentait aucun terrain africain. Les objets contemporains qui y étaient

1. Cf. les textes de S. CHAZAN-GILLIG (2003) et J. COPANS (2003) dans le numéro du *Journal des anthropologues* sur le politique ainsi que la polémique entre J. Copans et M. Abélès dans le numéro 94-95 du même journal paru en 2003.

traités contrastaient avec la difficulté de l'anthropologie politique africaine de sortir de manière durable de l'étude de la période précoloniale.

On peut donc bien parler d'une crise de l'anthropologie politique africaniste, qui semble avoir des difficultés à renouveler ses terrains et ses objets. L'anthropologie historique n'est pas parvenue à produire une étude approfondie de l'économie morale du politique dans les sociétés africaines. Elle n'a participé que de manière discontinue à l'explication des logiques et pratiques contemporaines (Chazan-Gillig 2003 ; Copans 2003). L'historicisation des phénomènes politiques contemporains reste largement en projet et exige des travaux autant inscrits dans les institutions que dans les pratiques², en soulignant leur longue durée.

Le déploiement d'une anthropologie des mondes contemporains à partir des terrains occidentaux a sans doute rendu plus difficile encore le renouvellement de l'anthropologie politique africaniste. Même si la progression du comparatisme et la rupture avec l'ancrage exclusif dans les sociétés du sud étaient sans doute indispensables à la science anthropologique, ces transformations n'ont pas permis de déployer un regard de longue durée sur le politique africain qui aurait enrichi l'étude des phénomènes politiques de la période contemporaine.

Ce difficile arrimage au projet comparatiste est aussi dû au fait que l'État n'a pas toujours été pleinement incorporé dans les problématiques de l'anthropologie politique africaniste (Dozon 2003). C'est donc peut-être aussi en délaissant l'examen des institutions modernes que l'anthropologie africaniste s'est fait distancer dans le projet comparatiste sur le politique (le champ institutionnel étant souvent le plus petit dénominateur commun du comparatisme), malgré des études sur le politique d'une grande richesse, notamment celles qui sont consacrées à l'ethnisation des rapports sociaux. Il faut toutefois mentionner l'étude anthropologique des administrations proposée par Olivier de Sardan³ et les contributions sur le politique du récent numéro « Afriques du monde » de la revue *Les temps modernes* qui témoignent du regain d'intérêt des anthropologues pour l'État.

La science politique africaniste : logiques métisses

La science politique africaniste, très récente, s'est forgée en rompant avec le formalisme constitutionnaliste qui prévalait dans les facultés de droit dans les premières années des indépendances. Marginaux dans le champ de la

2. On peut ici se référer à la révolution foucauldienne appliquée à l'histoire prônée par Paul Veyne dans la postface à la réédition de *Comment on écrit l'histoire* (VEYNE 1996). Cette volonté d'écrire une histoire par les relations peut guider la démarche anthropologique du politique pour davantage historiciser ses objets.
3. Ce dernier propose une grille d'analyse dans un article récent (OLIVIER DE SARDAN 2004). Voir aussi « la corruption au quotidien », *Politique africaine*, n° 83, 2001.

science politique, les politologues africanistes ont été condamnés à de fructueux exils — vers le néo-marxisme, vers l'interdisciplinarité et vers la littérature scientifique anglophone. Ne trouvant pas dans les paradigmes de la science politique « normale » les ressources d'interprétation nécessaires, ils ont ainsi mobilisé les travaux de l'École de Manchester, de Georges Balandier et de ses héritiers de l'anthropologie économique. Ils ont procédé à une double rupture avec la théorie de la modernisation et avec le dépendantisme pour insister sur les dynamiques internes aux sociétés africaines, décrivant les réappropriations des formes politiques importées.

La création de la revue *Politique africaine* en 1980 a servi de manifeste à cette génération. L'interdisciplinarité et la formule du « politique par le bas », sans doute plus slogan que projet scientifique précis, exprimaient bien l'ambition de terrain qui animait ces chercheurs. La science politique s'est donc attachée à analyser les formes de domination et de résistance dans la situation postcoloniale — et en particulier les mécaniques du néopatrimonialisme. *L'État en Afrique*, de Jean-François Bayart, paru en 1989, a offert une synthèse ambitieuse des pistes d'analyse empruntées par cette discipline.

Grâce à cet ancrage, la science politique africaniste de langue française a évité de se laisser prendre par les enthousiasmes naïfs des démocratisations, pour produire des analyses équilibrées des transformations complexes des interactions entre États et sociétés. Plusieurs chantiers ont été ouverts. Une approche non culturaliste des cultures politiques, qui insistait sur les transformations et la labilité des imaginaires moraux qui forment les interactions politiques, a également été tentée. Par un retour sur les problématiques du cœur de la discipline, une tendance nouvelle, inspirée par le néoinstitutionnalisme et par l'analyse des politiques publiques, a relancé l'étude de l'État. Les conflits africains ont été explorés en tant que situation de la renégociation des relations politiques.

Malgré ces tentatives, qui témoignent du dynamisme de ce courant, celui-ci n'a pourtant qu'un faible rayonnement dans la science politique dominante — les sommaires de la *Revue française de science politique* témoignent de cet isolement persistant.

L'histoire du politique en Afrique : une émergence tardive⁴

C'est avec les décolonisations que s'est affirmée une histoire africaine en rupture avec l'histoire impériale. La discipline a alors produit des savoirs importants sur la période précoloniale, parfois dans une optique de réhabilitation des institutions africaines. L'histoire de l'époque coloniale et postcoloniale a approché le politique par les villes au travers de l'étude des

4. Nous remercions ici Jean-Hervé Jézéquel qui a bien voulu aiguiller cet essai de synthèse sur l'histoire politique.

élites « modernes » et du contrôle colonial d'abord, puis en analysant l'appropriation des villes par les Africains⁵ (Diouf 1992).

Néanmoins, cette histoire centrée sur l'urbain n'a pas rendu compte du système politique colonial dans son ensemble. Les interactions entre rural et urbain, entre citoyens et sujets, entre systèmes politiques local et national ont été faiblement traitées. L'histoire africaine s'est peu penchée sur ces questions qui taraudaient alors la micro-histoire européenne (Jézéquel 2004) — hormis certaines monographies comme celle de Boilley (1999), l'on saisit mal quelles étaient les marges de manœuvre des sociétés locales par rapport à l'appareil colonial. Ce vide dans l'analyse du rapport de la cité politique à ses périphéries commence tout juste à être comblé par les travaux pluridisciplinaires sur les cités-États qui abordent les questions de production des localités (Holder & Peatrik 2004). Manquent encore des travaux d'historiens sur les rapports entre la ville coloniale et son hinterland.

Les historiens semblent corriger leur faible implication dans l'analyse des conflits et de la violence, diagnostiquée dans le numéro sur « Histoire et politique » de *Politique africaine* publié il y a presque dix ans (Copans 1992). Rémy Bazenguissa-Ganga (1997) a ouvert la voie d'une étude historique de ces phénomènes à partir d'un essai très réussi de sociologie historique sur le politique au Congo. Ce dernier a tenté d'apprécier la naissance et la persistance des formes d'expression violentes des conflits politiques. Il restitue cette dynamique de l'État postcolonial en retraçant la militarisation progressive du champ politique. Pierre Boilley (1999) ouvre également des perspectives intéressantes dans son travail, déjà cité, sur les Touaregs du Nord-Mali.

S'est également développée, en lien avec l'autocritique anthropologique, une histoire des représentations coloniales (Sibeud 2002)⁶. Ancrée dans les textes coloniaux et leurs systèmes de production plus que dans le terrain africain, cette histoire des discours a amélioré l'analyse de l'entreprise impériale et propose des pistes pour l'analyse des identités en postcolonie, mais, ce faisant, elle a largement supprimé l'acteur africain.

Au-delà des disciplines

Malgré l'histoire bien spécifique de ces disciplines, qui explique en partie leur manière de voir le politique, les regards croisés peuvent permettre de mieux cerner les évolutions récentes. Sont ici rassemblées des contributions de jeunes chercheurs qui travaillent sur le politique africain ; elles tentent d'identifier les pistes d'éventuels renouvellements des méthodes ou des objets

5. Catherine COQUERY-VIDROVITCH (1992) s'est essayée à une lecture critique de l'historiographie du politique en Afrique, et en cela son texte révèle bien le biais urbain adopté.
6. Voir également les travaux de l'Association pour la connaissance de l'histoire de l'Afrique contemporaine.

dans l'analyse du politique africain. L'isolement partiel des thématiques de recherche francophones vis-à-vis de celles développées dans le monde anglophone reste de mise, ce qui explique pourquoi de jeunes chercheurs anglophones ont été associés à cette entreprise. Empruntant les voies tracées par leurs disciplines respectives, les différentes contributions proposent des revues critiques de la littérature portant sur un objet particulier, ainsi que des études de cas.

À partir d'une analyse de l'anthropologie africaniste du politique, Tarik Dahou souligne l'une de ses apories : elle a peiné à fournir une lecture des espaces publics africains ancrée dans l'historicité des dynamiques de pouvoir. Cette limite concerne autant la littérature sur la délibération au sein des institutions précoloniales que celle sur la délibération à la période contemporaine. Fred Eboko dévoile pour sa part la fécondité d'un travail aux frontières de la science politique et de l'anthropologie pour éclairer les enjeux politiques de la lutte contre la pandémie de sida. Il présente d'abord les apports précurseurs des anthropologues dans le domaine pour ensuite apprécier les apports éventuels des politologues à une analyse des politiques publiques en matière de sida. Cet exercice de revue critique est également mené par Marie-Aude Fouéré qui se livre à une analyse des études sur la parenté à plaisanteries. Elle montre ainsi comment une vision fonctionnaliste a guidé l'ethnologie consacrée à cette institution et conclut par sa difficile mobilisation pour résoudre les conflits.

Deux textes tentent de renouveler la lecture des conflits africains et des processus identitaires qui les accompagnent. Vincent Foucher décrit ainsi un manque dans le traitement des ethnicités, manque que la littérature sur les nationalismes anti-coloniaux peut aider à combler. Il propose de s'inspirer de cette littérature pour étudier la part du genre dans une mobilisation identitaire contemporaine, le séparatisme casamançais (Sénégal). Dans une démarche parallèle, Kathryn Nwajiaku met en lumière les contradictions intrinsèques aux mouvements identitaires dans le delta du Niger qui permettent de mieux comprendre la violence des mécanismes d'intégration à l'État et d'accès à la rente pétrolière.

Les autres études de cas insistent sur la nécessité de développer des approches susceptibles de rendre compte des phénomènes politiques de manière moins isolée des institutions sociales et de façon moins synchronique que ne l'ont fait les études classiques. Ainsi, Ben Jones part des rapports quotidiens au sein des nouvelles Églises en Ouganda pour décrire les interactions entre la sphère politique et la sphère religieuse. Ces rapports sont restitués à partir d'une perspective ethnographique fondée sur l'examen des trajectoires individuelles et les recouvrements de normes qu'impliquent les stratégies sociales. Jean-Hervé Jézéquel se penche sur le caractère contingent de la catégorie classique d'élite politique en s'interrogeant sur la construction sociale du groupe des évolués en AOF de la période précédant les indépendances. Il révèle les ambiguïtés de cette catégorie collective et l'affirmation progressive du rôle des évolués dans la mobilisation politique

pour l'indépendance. Enfin, Christine Deslaurier analyse les luttes politiques au moment de l'indépendance du Burundi à partir de la rumeur, mode de communication qui a rarement été traité comme un objet politique à part entière. La rumeur sert ici à dévoiler les enjeux des luttes de la période et montre quels sont les modes de participation de l'ensemble des groupes sociaux au débat public.

Les pistes de recherches

De ces textes variés dans leur perspective, leur terrain et leur ancrage disciplinaire, il est possible de dégager quelques tendances générales dans l'évolution actuelle des méthodes et des objets du politique sur les terrains africains.

La politique locale réinterprétée globalement

Dans plusieurs des textes ici rassemblés, on constate une prédilection pour le *local-level politics*. Il ne s'agit plus cependant de produire des monographies dont la somme fournirait une description d'ensemble, sur le modèle de la méthode développée par Gluckman en Afrique australe et qui a inspiré certains membres de l'École de Manchester comme Bailey⁷, cette perspective micro incorporant désormais les « jeux d'échelles » dans l'analyse. Le but n'est pas de choisir une échelle d'analyse mais de faire varier les échelles pour mettre en lumière des phénomènes négligés ou pour mieux rendre compte de la dimension processuelle du politique. Si la perspective locale ne saurait être tenue pour une nouvelle manière d'appréhender le politique⁸, l'attention plus soutenue aux relations entre les univers global, national et local permet d'examiner de manière plus dynamique les phénomènes politiques en historicisant mieux les comportements et les institutions. Cette démarche se traduit en termes méthodologiques par des terrains intensifs et localisés qui intègrent pleinement les relations complexes avec

7. Cette approche fondée sur la collection de monographies locales pour donner une lecture plus complète d'un système politique a été importée dans le champ francophone par BIERSCHEK & OLIVIER DE SARDAN (1998) pour analyser l'évolution politique du Bénin d'après la libéralisation politique. Certains ont souligné la difficile appréciation de la dimension processuelle du politique qu'entraîne une telle méthode (*Politique Africaine*, n° 74, 1999, rubrique « Autour d'un livre »).
8. Dans le numéro des *Cahiers d'Études africaines* de 1995 sur la démocratie, GRUÉNAIS & SCHMITZ (1995) plaident déjà en faveur de travaux sur le local qui resteraient attentifs aux autres échelles. Les textes qui composaient le numéro n'incorporaient cependant que partiellement les effets d'échelles.

les niveaux national et global, en analysant l'impact de tels processus ou leur réappropriation au niveau des sociétés locales⁹.

Le texte de Ben Jones part d'une perspective locale, en se référant explicitement à cette tradition de l'anthropologie sociale britannique de l'après-guerre qui a donné un statut théorique à l'analyse du *local-level politics*, pour réinterroger les rapports entre religieux et politique. Ces rapports ont jusqu'à présent été peu abordés à partir d'une approche fondée sur les pratiques quotidiennes des membres des Églises ; cette approche permet pourtant d'identifier les recouvrements entre institutions sacrées et profanes dans les pratiques locales. L'identité religieuse est ainsi traitée de manière dynamique pour restituer sa complexité et ses rapports avec les institutions politiques du niveau local.

Les textes qui abordent ici les identités politiques tentent d'en renouveler l'analyse à partir du principe de méthode reposant sur le *local-level politics*. Dans le texte de Kathryn Nwajiaku, l'identité n'est plus analysée comme un construit national manipulé dans les affrontements entre élites politiques : l'identité est aussi l'enjeu de luttes locales dont les élites ne sont pas les seuls acteurs. On en vient à concevoir les pratiques politiques fondées sur les revendications identitaires dans une histoire à la fois locale, nationale et internationale.

Vincent Foucher insiste sur la nécessité de mettre en relation identité politique, et relations de genre, et souligne l'intérêt qu'il y a à partir des scènes locales — les communautés villageoises diolas et leurs démembrements urbains — pour étudier l'identité casamançaise et le champ contesté où elle est déployée par les « évolués » diolas.

Par-delà les rationalisations et les systématisations dont elles sont maintenant l'objet, parfois au point de recouvrir l'espace national ou sous-régional, Marie-Aude Fouéré nous montre que les parentés à plaisanteries sont ancrées dans les rapports de force locaux, qui leur donnent leur sens. En restituant les parentés à plaisanterie dans la quotidienneté des interactions langagières et en travaillant leur historicité, on est amené à interroger leur capacité à fonctionner comme instruments de résolution des conflits.

L'approche « *local-level politics* » employée ici vient occuper un espace laissé vacant par une anthropologie gagnée par la « déconstruction » et une science politique encore trop peu « anthropologique ». Cette optique, focalisée sur le local, en tant que « situation » incorporant les dynamiques de différents paliers, permet de mieux souligner la réappropriation des institutions nationales et globales par les groupes locaux et restitue donc mieux les jeux d'échelles dans la compétition pour l'accès aux ressources et aux

9. Il est moins ici question de présenter les liens qui unissent local et global à partir des réseaux sociaux organisés (APPADURAI 2000), que de souligner les effets d'échelles entre paliers sociaux dans les interactions entre institutions, organisations et groupes sociaux. La vision postmoderne tend parfois à idéaliser ces rapports transnationaux qui peuvent au contraire être caractérisés par l'ambiguïté et charrier des rapports de pouvoir.

positions de pouvoir. Les luttes pour la distribution des ressources matérielles, symboliques et relationnelles peuvent être ainsi mieux dépeintes dans leur originalité historique en montrant comment les dynamiques politiques résultent des flux et des relations entre différents paliers sociaux. La méthode conduit finalement à revisiter les traditions disciplinaires.

La pratique de la pluridisciplinarité

L'analyse du *local-level politics* replace le politique dans la pluridisciplinarité, pas seulement dans les méthodes d'enquête mais aussi dans la théorisation, ce qui conduit à mieux cerner les différentes manifestations du politique en bénéficiant des apports d'autres disciplines. Le principe de méthode, le *local-level politics*, suppose une enquête « ouverte » à différents sites d'observation et à diverses institutions ; il permet également de rediscuter les objets classiques dans l'une ou l'autre des disciplines et de tirer profit des apports de différentes disciplines. Une telle démarche évite certains des pièges inscrits dans les traditions disciplinaires et suscite des débats autour des différents angles d'approche. Les textes présentés dans ce numéro affirment leur ambition pluridisciplinaire, aussi bien en matière de méthodologie d'enquête que de dialogue théorique.

Ainsi, en combinant l'anthropologie et la science politique, Fred Eboko analyse les dimensions cognitives, normatives et instrumentales des politiques publiques — objet central de la science politique. À travers cette double approche, les différents niveaux de conception et d'opérationnalisation de la politique publique de lutte contre le sida peuvent être mieux appréhendés, au point d'en déduire les conséquences en matière de pouvoir.

Dans le texte de Marie-Aude Fouéré, même si l'enquête de terrain anthropologique prend le pas sur la pratique d'autres méthodes d'investigation, une discussion des approches politologiques sur la parenté à plaisanteries est amorcée à partir d'une critique des écrits ethnologiques. Au final, cette perspective permet de reconsidérer la pertinence des « médecines » apportées aux conflits trop rapidement qualifiés d'ethniques. Les faux-semblants d'une telle démarche sont mis à jour à travers la réévaluation des discours fonctionnalistes des anthropologues, discours importés sans précaution par la science politique africaniste.

L'observation anthropologique donne aussi des éléments nouveaux dans l'analyse politologique des conflits. C'est ce qu'indique Vincent Foucher qui emprunte à l'histoire des nationalismes africains et à l'anthropologie du genre pour nourrir les approches d'une science politique généralement focalisée sur l'inscription du local dans la territorialité et la souveraineté de l'État moderne. La contribution de Kathryn Nwajiaku s'appuie sur la même démarche d'analyse intensive d'un espace local pour déceler les ambiguïtés de certains discours politologiques, qui délaissent l'étude interne des groupes sociaux prenant position au sein des espaces politiques.

C'est en définitive une analyse « au ras du sol »¹⁰ qui est ici prônée et qui mène à discuter de façon problématique des objets par trop balayés par une discipline en convoquant les autres disciplines. De ce parti pris pluridisciplinaire se dégage une attention plus grande pour les impasses propres à certains objets ou méthodes qui, en catégorisant trop fortement les phénomènes politiques, tendent du même coup à occulter leur reformulation dans les pratiques concrètes.

Pour une complexification du lien entre social et politique

En science politique comme en anthropologie, une première rupture a consisté à contester le primat des institutions (postcoloniales ou précoloniales) comme sites privilégiés du politique. La remise en cause de la centralité des institutions publiques dans les études sur le politique africain n'est donc pas nouvelle, mais, malgré le projet du « politique par le bas », elle n'a pas forcément suscité une description poussée de la complexité des logiques politiques au sein de différentes sphères sociales. Elle s'est plus orientée vers la description des tactiques des gouvernés face aux hégémonies vécues au quotidien. Dans son important travail sur le Congo postcolonial, Rémy Bazenguissa-Ganga (1997) remet en cause le populisme implicite qui guide certains de ces travaux, en insistant sur l'auto-exclusion du champ politique à laquelle procèdent les gouvernés : le « politique par le bas » peut parfois faire système avec la domination.

Dans les travaux présentés, on regarde donc, davantage sans doute que par le passé, hors de l'État, ce qui autorise assez paradoxalement en retour une analyse plus aboutie du rapport aux institutions publiques. Les contributions à ce numéro se caractérisent par une attention constante à cette pluralité des domaines du politique. C'est en déplaçant l'optique vers de nouveaux champs sociaux que les effets des institutions politiques sur la société et les effets de retour des dynamiques sociales sur les institutions sont désormais mieux décrits.

Le texte de Ben Jones montre que les liens entre public et privé acquièrent une valence particulière dans un contexte où l'État ougandais s'est rendu largement illégitime par sa conduite de la guerre. Il dévoile l'influence politique des églises pentecôtistes à travers la progression de la morale religieuse. L'évergétisme qui guidait les pratiques politiques antérieures est supplanté par une nouvelle moralité, forgée d'abord dans la sphère privée, et qui contribue à l'accumulation du capital social nécessaire à l'acquisition du prestige dans l'arène publique. Autre exemple de transfert, les normes de l'arène religieuse peuvent être mobilisées dans le règlement des conflits au-delà de la communauté des croyants.

10. « L'histoire au ras du sol », introduction de Jacques Revel à l'ouvrage de Giovanni LEVI (1989).

En faisant l'inventaire des études sur la délibération, Tarik Dahou décrit les impasses dans lesquelles se sont engagées l'anthropologie et la science politique. Cette propension à appréhender les modes de délibération au sein des institutions étatiques ou parapubliques a entraîné une sous-estimation des dimensions argumentatives du politique en Afrique. De cette observation découle un certain nombre de pistes de recherche, notamment une analyse des formes moins visibles de délibération au sein des cercles de la rumeur ou des sociétés secrètes. Cela mène à analyser la dimension argumentative du politique dans l'entrelacs des pratiques privées et des pratiques publiques et à renouveler la réflexion sur l'espace public africain.

Le texte de Vincent Foucher, en enracinant l'analyse d'un conflit séparatiste dans l'histoire sociale, incite à une réévaluation des rapports entre la sphère étatique et la société dans la structuration des identités. Au moins autant que le rapport des populations à l'administration, ce sont les tensions internes aux groupes sociaux qui expliquent le conflit ; mais ces tensions sont à leur tour liées à l'action de l'État — au travers de la régulation des déplacements par les autorités publiques ou bien de la répartition des opportunités de scolarisation et d'emploi public. On peut ainsi lire l'enracinement dans l'État moderne non seulement comme un phénomène incertain mais aussi comme un processus soumis à débat, et surtout à une compétition au sein de la société elle-même : la société et l'État sont engagés dans une co-production mutuelle.

Le texte de Kathryn Nwajiaku corrobore ce constat en montrant comment une société locale construit son identité en dehors de l'État de manière conflictuelle pour accéder directement à la rente pétrolière liée à la présence des sociétés internationales sur le territoire. Même si, dans le delta du Niger, les stratégies d'entrée dans l'État sont bien présentes, les stratégies de contournement semblent l'emporter, notamment au moyen de la violence, pour obtenir du capital international une partie de la rente pétrolière, précédemment contrôlée de manière exclusive par l'État.

Tout en soulignant l'intérêt d'une démarche qui tente de rendre compte de l'expérience sociale de la maladie, Fred Eboko montre comment les réseaux sociaux locaux et transnationaux peuvent influencer de manière radicale les positions de l'État sur le sida. L'État tente alors de s'adapter aux contraintes internes et externes pour définir sa politique de santé publique, ce qui justifie une analyse des différents sites et acteurs de définition et de mise en œuvre de la politique de lutte contre le sida.

Christine Deslaurier, quant à elle, questionne les débats sur les modes de communication politique en montrant la labilité de la rumeur et sa capacité à franchir les sphères privée et publique. En soulignant son statut intermédiaire entre prises de parole privées et prises de parole publiques, l'auteure nous incite à analyser les points de passages et les modalités de diffusion de la rumeur pour mieux saisir comment l'expérience sociale de la période coloniale, qui se déploie à travers l'imaginaire au sein des cercles de communication familiers, influence la structure même du débat public.

À travers une démarche diachronique, Jean-Hervé Jézéquel retrace les circulations des discours politiques des évolués de l'Entre-deux guerres. Il insiste sur le fait que c'est aux marges de l'espace public contrôlé par les autorités coloniales qu'éclosent les germes de la contestation du pouvoir de la métropole. Les cercles de communication générés par les évolués débordent l'espace public colonial et ont une action sur le débat public au point d'intensifier la mobilisation en faveur de l'indépendance.

Dans son travail sur la parenté à plaisanteries, Marie-Aude Fouéré nous invite à déceler le politique entre communautés dans les interactions quotidiennes, y compris dans celles qui se déroulent au sein de la sphère privée. Loin d'appartenir à une sphère privée totalement harmonieuse et autonome du politique, les parentés à plaisanteries sont des concrétions des rapports de pouvoir antérieurs. Compte tenu de cette généalogie, et malgré leurs réinventions actuelles, on peut donc se demander si les parentés à plaisanteries peuvent véritablement être mobilisées dans la résolution des conflits qui éclatent dans la sphère publique.

Ce déplacement du centre de gravité analytique conduit notamment à reconsidérer l'étude du politique qui s'est traditionnellement développée dans les sphères publiques liées à l'État. La plupart des contributions invitent à explorer plus avant les sphères privées afin de mieux restituer la complexité des imbrications entre ces deux champs de pouvoir. Les allers-retours entre le privé et le public au cours même de l'investigation démontrent la pertinence de cette démarche pour rediscuter des objets politiques. Cette évolution thématique, qui consiste à être moins attentif au projet totalisant de l'État, est sans doute à mettre en rapport avec l'évolution contemporaine qui va dans le sens d'un affaiblissement de l'État. Cependant, la rupture apparaît consommée dans la mesure où même les textes qui traitent des périodes antérieures sont attentifs aux espaces politiques qui se déploient hors de l'atteinte de l'État colonial.

Centre d'Études africaines, EHESS, Paris ; Centre d'Études d'Afrique Noire, CNRS, Bordeaux.

BIBLIOGRAPHIE

ABÉLÈS, M. & JEUDY, H. P.

1997 *Anthropologie du politique*, Paris, Armand Colin.

APPADURAI, A.

2000 « Grassroots Globalization and the Research Imagination », *Public Culture*, 12 (1) : 1-19.

BAYART, J.-F.

1989 *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard.

BAZENGUISSA-GANGA, R.

1997 *Les voies politiques au Congo : essai de sociologie historique*, Paris, Karthala.

BIERSCHENK, T. & OLIVIER DE SARDAN, J.-P.

1998 *Les pouvoirs au village*, Paris, Karthala.

BOILLEY, P.

1999 *Les Touaregs Kel Adagh : dépendances et révoltes. Du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala.

CHAZAN-GILLIG, S.

2003 « Anthropologie politique : savoirs et pouvoirs », *Journal des anthropologues*, 92-93 : 51-62.

COPANS, J.

1992 « L'histoire face au politique », *Politique africaine*, 46 : 3-6.

2003 « L'anthropologie politique en France après 1980 : une démission programmée ? », *Journal des anthropologues*, 92-93 : 63-81.

COQUERY-VIDROVITCH, C.

1992 « Histoire et historiographie du politique en Afrique », *Politique Africaine*, 46 : 31-40.

DIOUF, M.

1992 « Fresques murales et écritures de l'histoire : le set-setal à Dakar », *Politique Africaine*, 46 : 41-53.

DOZON, J.-P.

2003 « Les États africains contemporains dans l'épistème africaniste française », *Journal des anthropologues*, 92-93 : 13-29.

GRUÉNAIS, M.-É & SCHMITZ, J.

1995 « L'Afrique des pouvoirs et la démocratie », *Cahiers d'Études africaines*, XXXV (1), 134 : 7-17.

HOLDER, G. & PEATRIK, A. M.

2004 « Cité-État et statut politique de la ville en Afrique et ailleurs », *Journal des africanistes*, 74 (1-2).

JÉZÉQUEL, J.-H.

2004 « Faire l'histoire comme les autres », in S. AWENENGO, P. BARTHÉLÉMY & C. TSHIMANGA (dir.), *Écrire l'histoire de l'Afrique autrement ? Cahier Afrique Noire*, 22, Paris, L'Harmattan : 233-260.

LEVI, G.

1989 *Le pouvoir au village*, Paris, Gallimard.

OLIVIER DE SARDAN, J.-P.

2004 « État, bureaucratie et gouvernance en Afrique de l'Ouest francophone. Un diagnostic empirique, une perspective historique », *Politique Africaine*, 96 : 139-162.

SIBEUD, E.

2002 *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France 1878-1930*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

VEYNE, P.

1996 *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Éditions du Seuil.